



**SEGUNDO EJERCICIO DEL PROCESO SELECTIVO PARA EL INGRESO EN LA
ESCALA DE TÉCNICOS FACULTATIVOS SUPERIORES DE ORGANISMOS
AUTÓNOMOS DEL MINISTERIO DE MEDIO AMBIENTE
SEGUNDA PRUEBA IDIOMA FRANCÉS**



RESUMEN

Sauver la biodiversité pour sauver le monde

Quelques semaines à peine après la 27e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la COP15 débute cette semaine à Montréal.

Pendant deux semaines, les parties à cette autre Convention-cadre des Nations unies, celle-là pour la diversité biologique, tenteront de s'entendre sur un nouveau cadre mondial 2022-2030 pour freiner l'effondrement de la biodiversité. Il s'agit de la plus importante rencontre de la décennie sur le sujet, et les résultats des négociations auront un effet direct sur les objectifs et plans nationaux, sur les engagements et le financement public et privé pour la nature.

La destruction de la nature, une crise qui attire moins l'attention que celle du climat avec ses sécheresses, ses inondations et autres phénomènes, s'accélère à un rythme tout aussi alarmant. Un rapport récent du Fonds mondial pour la nature montre un déclin moyen de 69 % des populations d'animaux sauvages au cours des 50 dernières années. Environ 10 millions d'hectares de forêts sont aussi détruits chaque année et 1 million d'espèces sont menacées d'extinction. Ce serait déjà en soi des raisons d'agir. Mais il y a plus : freiner le déclin de l'abondance de la nature est primordial si on veut limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C

L'atmosphère, métaphoriquement, est comme un gros bain. Le robinet qui coule représente les émissions de GES, tandis que le drain au fond de la baignoire représente les puits de carbone — ces systèmes naturels, comme la végétation et les sols des écosystèmes terrestres, qui absorbent plus de carbone qu'ils n'en libèrent. Pour éviter que le bain ne se remplisse, il faut que le drain et le robinet fonctionnent à la même vitesse. Or, le robinet coule de plus en plus rapidement. Et en détruisant les écosystèmes, nous diminuons la capacité du drain.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime



que 23 % des émissions totales de gaz à effet de serre causées par l'humain proviennent de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres — comme l'étalement urbain. Il faut réduire ces importantes sources d'émissions de GES. Un bouquet d'autres actions sont aussi nécessaires : protéger les écosystèmes naturels de la perte et de la dégradation; restaurer ceux qui ont été dégradés; gérer de manière plus durable les terres exploitées telles que les champs et les forêts aménagées. Le GIEC soutient qu'augmenter la superficie des forêts, des terres boisées et des savanes boisées pourrait permettre de stocker 25 % du carbone qui doit être capté pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Protéger et restaurer la biodiversité locale et l'intégrité des écosystèmes permet donc d'éviter de contribuer au débordement du bain, tout en maintenant la capacité du drain, voire éventuellement de le réparer. Mais en même temps, une décarbonation déconnectée des écosystèmes risque de nous amener vers une planète couverte de métal, dépourvue des espèces de plantes et d'animaux qui non seulement nous nourrissent et sont essentiels à notre habitat, mais font de la Terre un endroit d'émerveillement.

Contre l'effondrement du vivant est aussi une question d'adaptation aux changements climatiques. Prenons l'exemple des mangroves, ces forêts d'arbres et d'arbustes situées dans les zones intertidales, qui sont riches en diversité d'espèces. Elles sont essentielles au bien-être des communautés côtières partout dans le monde, en tant que pépinières pour les poissons. Elles sont aussi des sources durables de bois pour la construction et l'alimentation humaine. Elles servent également de protection aux côtes contre les tempêtes et tsunamis.

Les rôles de cet écosystème, et de tous les autres écosystèmes d'ailleurs, sont aussi cruciaux les uns que les autres dans l'atténuation des changements climatiques et notre adaptation. Ils mettent en lumière le fait que nous, les humains, sommes en danger quand notre maison — la planète et ses écosystèmes — l'est. Des concepts comme l'« environnement » et la « nature » peuvent donner l'impression que nous, les humains, agissons dans une sphère différente de celle des autres espèces, voire supérieure. Mais le monde vivant est interconnecté et interdépendant, et les approches cloisonnées sont obsolètes. C'est pourquoi il faut poser un regard critique sur les solutions dites « basées sur la nature » qui seront avancées pendant cette COP15.

Dans le passé, plusieurs programmes de conservation ont été marqués par des violations des droits de la personne et des droits des Autochtones. Ils ont reproduit cette barrière artificielle entre les humains et la nature en créant des zones protégées qui excluaient tous ceux qui y vivaient et en dépendaient pour leur survie.

L'idée de la « carboneutralité », selon laquelle l'objectif n'est pas de réduire le plus possible les émissions, mais plutôt d'équilibrer les émissions et les puits de carbone



— ou, pour utiliser la métaphore du bain, d'équilibrer le robinet et le drain —, comporte aussi des angles morts.

La compensation, sans réduction à la source, des émissions de gaz à effet de serre par l'achat de crédits carbone s'inscrit dans cette lignée. L'idée est simple : par exemple, on achète un crédit pour compenser les émissions d'un voyage en avion. Ce crédit sert à planter des arbres qui viendront capter l'équivalent des émissions du vol dans l'atmosphère. Notre voyage est donc « carboneutre ». Mais le concept est difficile à appliquer à grande échelle, car si tout le monde décide de voyager davantage et de compenser, où plantera-t-on tous ces arbres ? Malgré tout, la compensation est déjà utilisée à l'extrême par nombre d'entreprises, ce qui leur permet de continuer à polluer sans s'attaquer à la source du problème, tout en se donnant une belle image.

Divers scénarios de réduction des émissions — dont ceux du GIEC — incluent également le recours aux bioénergies (comme l'éthanol ou les copeaux de bois) avec captage et stockage du carbone. Ce genre de solution demande la conversion et l'utilisation de grandes superficies en monoculture — non seulement au détriment de la biodiversité, mais aussi de la sécurité alimentaire. Et pour atteindre le potentiel de réduction modélisé dans certains scénarios, toujours selon le GIEC, on aurait besoin d'une vaste quantité de territoire — on parle ici de l'équivalent de la superficie de l'Inde!

Comme le dit le premier rapport commun du GIEC et de son pendant pour les enjeux de biodiversité, soit la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), « les solutions basées sur la nature peuvent être plus efficaces lorsqu'elles sont planifiées pour la longévité et ne sont pas étroitement axées sur la séquestration rapide du carbone ». Ce rapport, paru en 2021, met également en lumière l'importance du rôle des Autochtones et de leurs valeurs dans ce travail essentiel.

Selon l'Initiative de leadership autochtone, qui conseille le gouvernement fédéral sur les futures aires protégées et de conservation autochtones, les peuples autochtones gèrent 80 % de la biodiversité restante de la planète, alors qu'ils constituent seulement 5 % de la population mondiale. Et au Canada, près de 90 % des aires protégées établies au cours des 20 dernières années ont été créées grâce à des partenariats avec les Autochtones ou à un leadership autochtone, toujours selon l'organisme.

La COP15 devra éviter de tomber dans le piège des approches comptables et de compensation. Les crises du climat et de la biodiversité sont étroitement liées et doivent être traitées ensemble, en suivant le leadership et la science des peuples autochtones, ce qui devra se refléter dans l'entente finale.

Il n'y a pas encore d'accord mondial sur la protection et la restauration de la nature



et de la biodiversité. Ce qui se passera au Palais des congrès au cours des deux prochaines semaines sera de la plus haute importance : la conclusion d'un accord de Montréal solide sur la biodiversité est essentielle au succès de l'Accord de Paris. Mais surtout, c'est une occasion de réparer la relation des humains avec les autres espèces. Nous sommes partie intégrante de la nature. Échouer serait perdre une partie de nous-mêmes.